sommes incapables de nous gouverner nous-mêmes, que nous avons volontairement et de propos délibéré contracté des obligations et emprunté de l'argent que nous n'avons ni l'honnêteté ni la volonté de rembourser.

Nous pouvons faire face à une dépense égale à celle des années passées et faire aussi face à toutes nos obligations si la Chambre et le pays veulent consentir à imposer de nouvelles taxes au peuple. Si le pays veut d'un certain pourcentage sous forme de taxe soit sur l'étendue de la propriété foncière ou sur sa valeur estimée telle que portée aux rôles d'évaluation, soit sur le revenu, soit sous toute autre mode de prélever directement des taxes sur le peuple à un montant suffisant pour payer nos dépenses, cela peut se faire ; mais n'importe qui peut facilement prévoir et prédire le résultat d'une pareille manière de procéder. D'abord, je crois que cela n'est pas nécessaire et que le peuple n'y consentira pas, et je suis sûr que chaque fois qu'on prendra l'avis du pays pour savoir si en adoptant le plan que propose maintenant le gouvernement de diminuer les dépenses pour un certain temps, cette réduction doit frapper des objets qui méritent de l'aide jusqu'à un certain point et qui recevraient cette aide si nous avions les moyens de le donner, ou bien taxer le peuple pour trouver l'argent nécessaire, il s'élèvera de toutes les parties de la province un cri unanime en faveur de l'adoption et de la mise en pratique du système proposé et pour demander de pousser la mise en pratique de ce système plus loin que nous le faisons actuellement, si c'est nécessaire, plutôt que de recourir à la taxe directe. (Applaudissements)

Si, d'un autre côté, la Chambre accepte les vues du gouvernement et entreprend de mettre en pratique le système de retranchements que je propose, je ne vois pas que l'avenir de la province puisse nous inspirer aucune crainte.